

Marché Financier Régional de l'UEMOA: Bilan et Perspectives

*Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF)
de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA)*

Douala, le 29 octobre 2009

crepmf

PLAN

1. Evolution récente du Marché Financier Régional
2. Réformes en cours et Perspectives
3. Conclusion



Evolution récente du Marché Financier Régional

Evolution des indicateurs du marché primaire et secondaire au cours des 5 dernières années

Quelques chiffres

- Plus de **180** opérations autorisées sur le marché primaire
Plus de 1 400 milliards de FCFA de ressources levées depuis 1998

- **38** sociétés cotées et **27** lignes obligataires

- **55** Intervenants et OPCVM agréés :
 - **21** Sociétés de Gestion et d'Intermédiation,
 - **2** Sociétés de Gestion de Patrimoine,
 - **8** Sociétés de Gestion d'OPCVM,
 - **1** SICAV et **16** FCP,
 - **4** Banques Teneurs de Compte / Conservateurs,
 - **4** Apporteurs d'Affaires.



Evolution du marché primaire

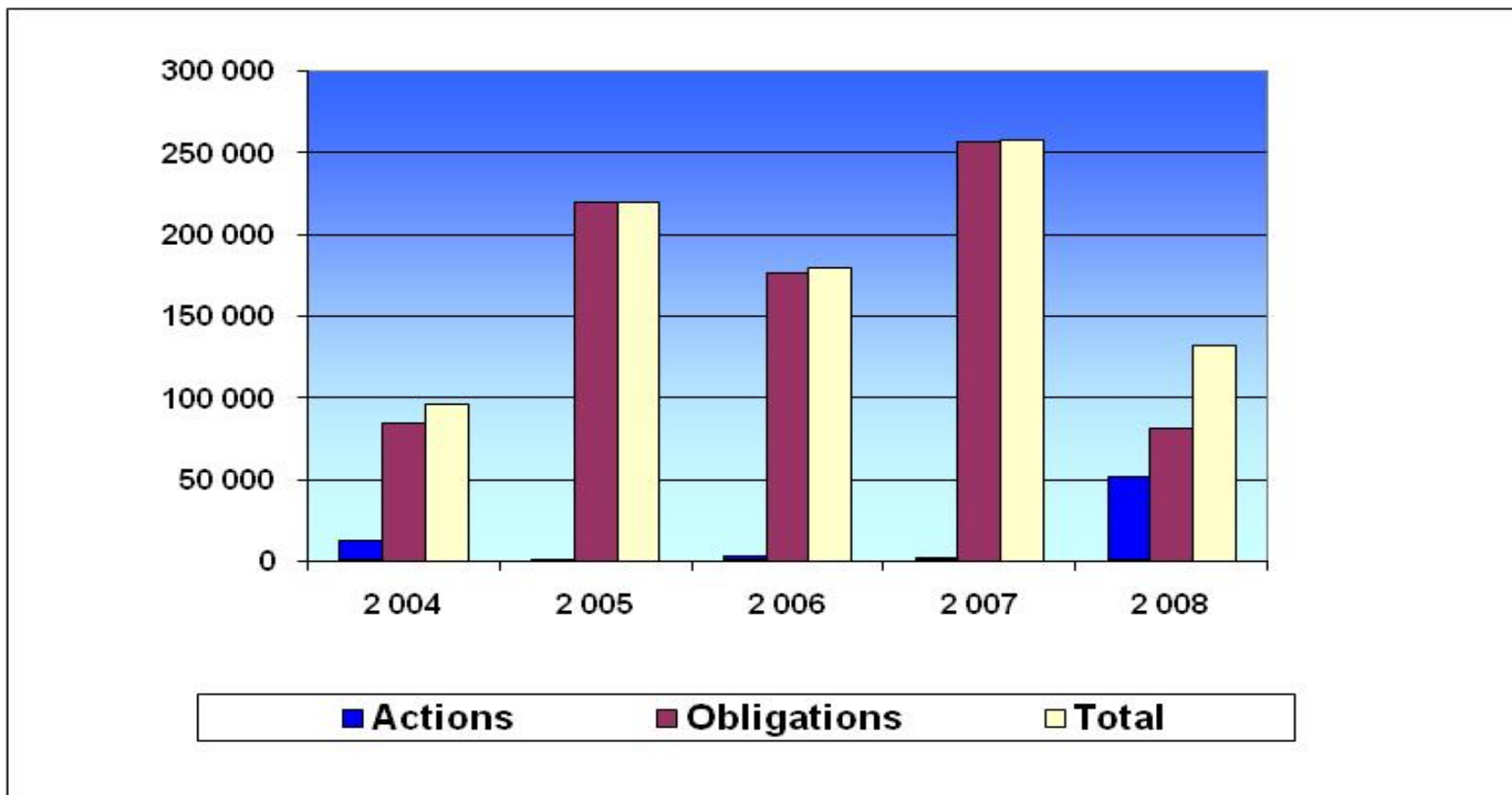
Evolution du marché primaire

Tableau 1 : Evolution des ressources levées sur le marché primaire au cours des cinq (05) dernières années

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	Total	%
Emprunts par APE	65 200	194 895	170 500	212 128	94 208	736 932	81,79 %
Emprunts par PP	19 500	24 800	6 000	44 800	1 800	96 900	10,75 %
Total Emprunts	84 700	219 695	176 500	256 928	96 008	833 831	92,54 %
OPV	11 141	0	2 150	561	50 076	63 929	7,09 %
Placements Etrangers	688	433	412	636	1 114	3 283	0,36 %
Total Actions	11 829	433	2 562	1 197	51 190	67 212	7,46 %
Total mobilisé	96 529	220 128	179 062	258 125	147 198	901 043	100,00 %

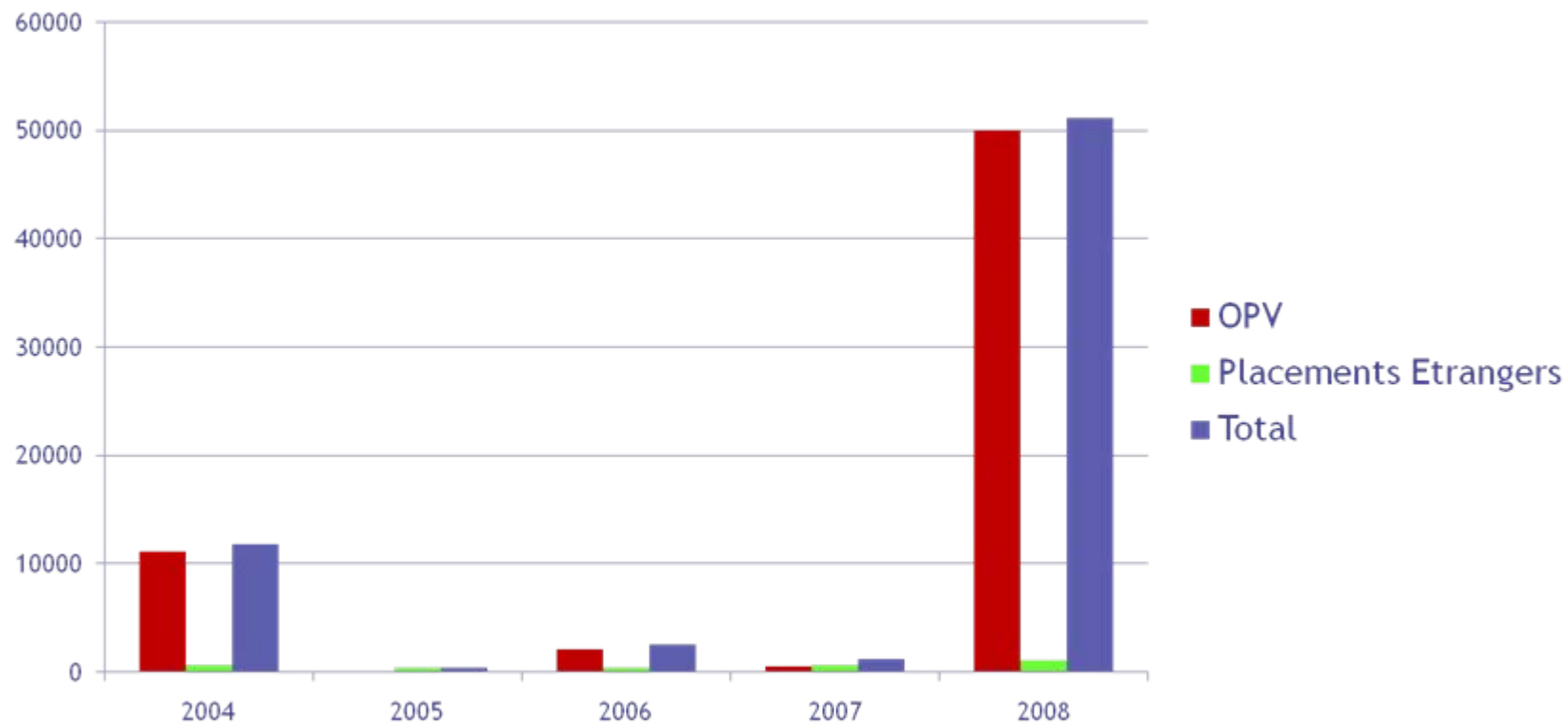
Evolution du marché primaire

Evolution de la levée des ressources de 2004 à 2008 (en millions de FCFA)



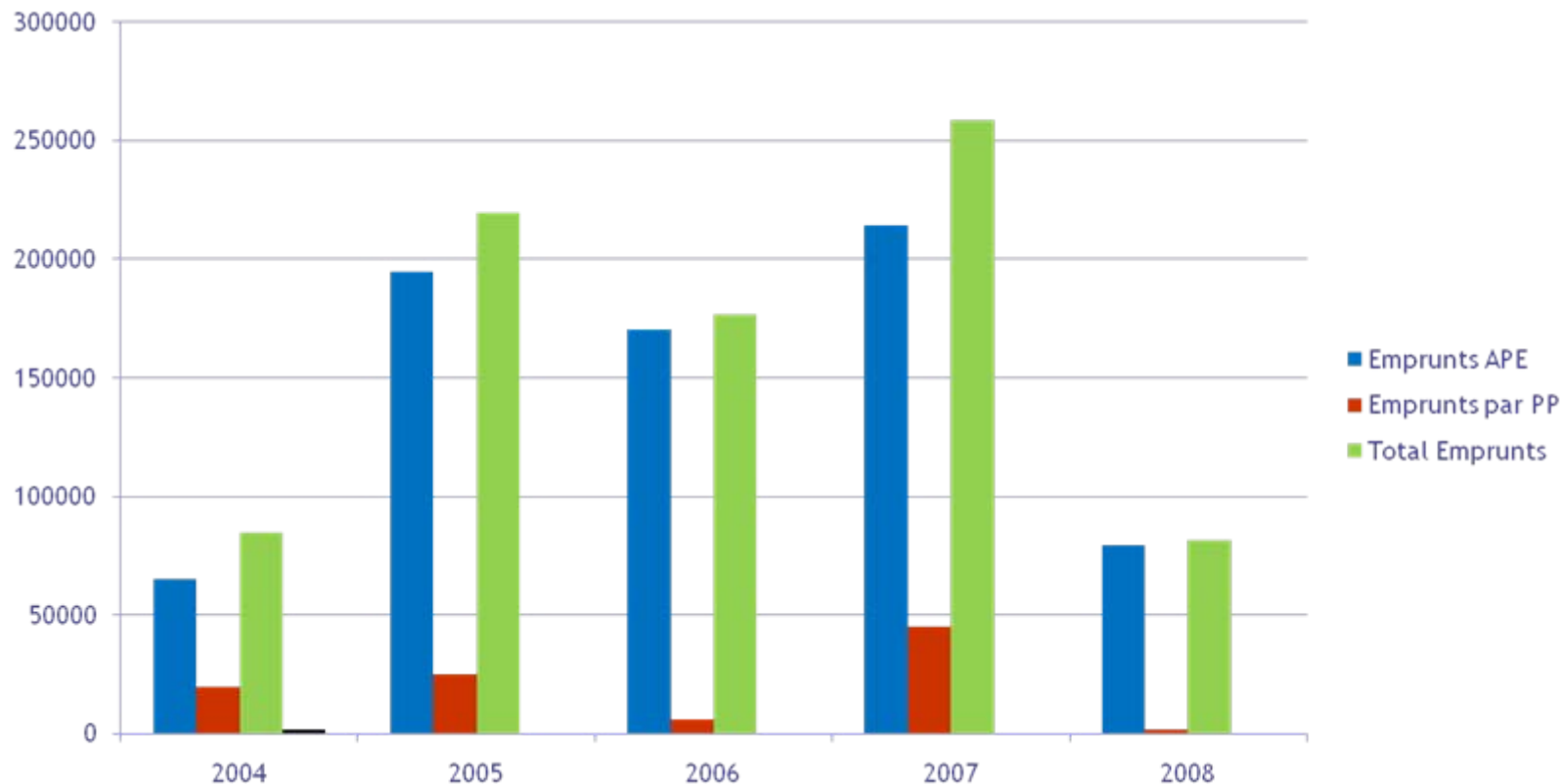
Evolution du marché primaire

Evolution des OPV et des Placements Etrangers sur le marché des actions de 2004 à 2008



Evolution du marché primaire

Évolution des APE et des Placements Privés sur le marché Obligataire (2004 - 2008)



Evolution du marché primaire

Analyse des principaux indicateurs

- Entre 2004 et 2008, le montant des ressources mobilisées s'élève à 901 milliards de FCFA, soit plus de 61% des ressources levées sur le marché depuis sa création.
- Ce montant se répartit comme suit :
 - 834 milliards de FCFA d'emprunts obligataires dont :
 - 737 milliards de FCFA d'emprunts obligataires par appel public à l'épargne,
 - 97 milliards de FCFA par placement privé.
 - 67 milliards de FCFA pour les opérations sur titres de capital dont :
 - 64 milliards de FCFA en offres publiques de vente,
 - 2 milliards de FCFA en placements étrangers.

Evolution du marché primaire

Analyse des principaux indicateurs

- En 2008, les montants mobilisés au titre des emprunts obligataires ont connu un recul de 62,5 % par rapport à 2007. Contrairement aux emprunts obligataires, les opérations sur titres de capital ont connu une progression significative. Leur montant est passé de 1,1 milliard de FCFA en 2007 à 51,1 milliards de FCFA en 2008.
- Le total de ressources mobilisées sur le marché en 2008 est en repli de 43 %, à 147 milliards FCFA.
- Au 31 août 2009, 13 opérations financières ont déjà été autorisées pour un montant de 51,8 milliards de FCFA et 5 sont en cours d'instruction contre 8 pour l'année 2008.
- Les perspectives seront donc plus prometteuses en 2009 qu'en 2008.



Evolution du marché secondaire

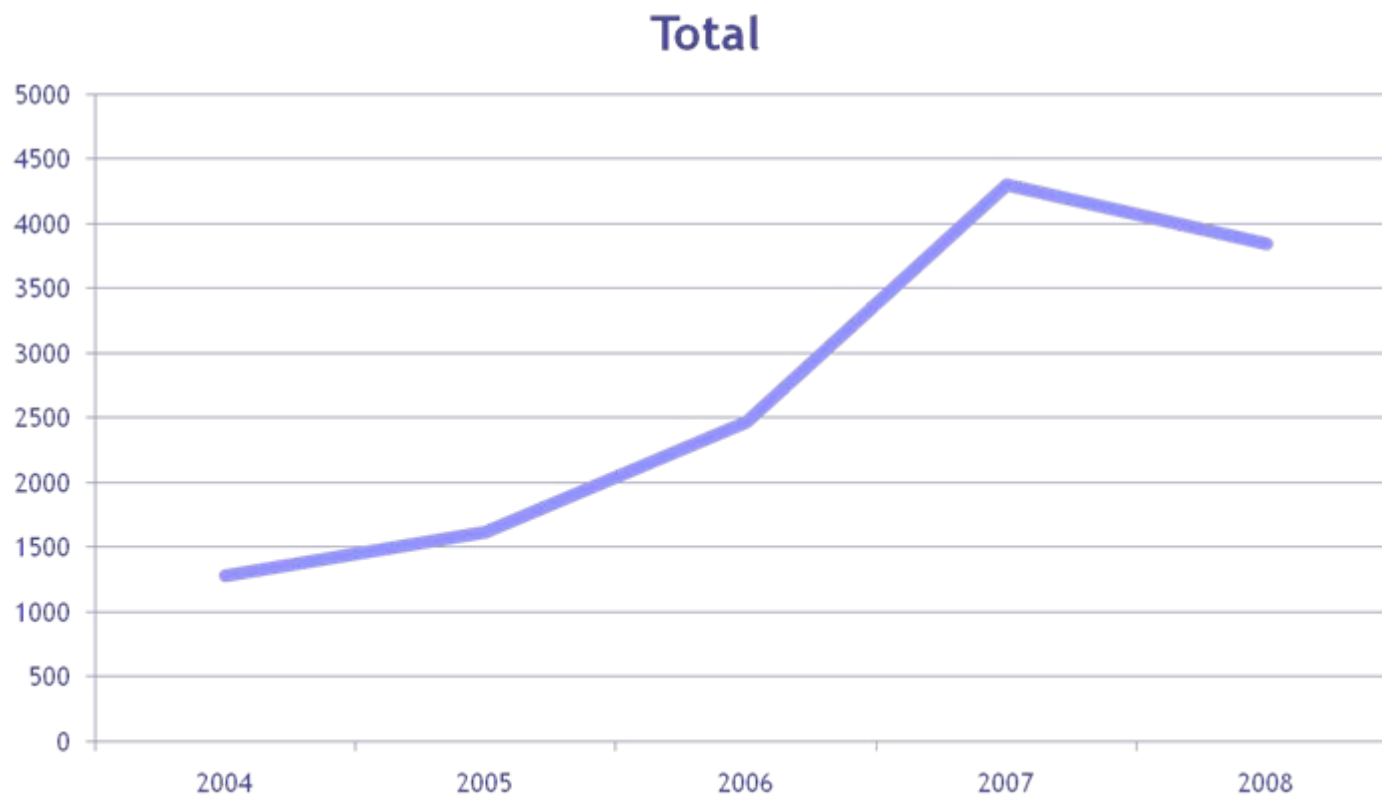
Evolution du marché secondaire

Tableau 2 : Evolution des principaux indicateurs du marché secondaire
(2004 - 2008)

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Volume des transactions	3 025 032	1 330 416	2 781 033	9 717 973	35 468 951
Valeurs des transactions	37,2	20,6	59,6	68,2	158,43
Capitalisation Boursière	1 283,50	1 623,35	2 476,17	4 304,20	3 851,37
<i>Marché des actions</i>	<i>1 005,00</i>	<i>1 297,07</i>	<i>2 067,02</i>	<i>3 726,16</i>	<i>3 336,65</i>
<i>Marché des obligations</i>	<i>278,5</i>	<i>326,28</i>	<i>409,15</i>	<i>578,04</i>	<i>514,72</i>
<i>BRVM 10</i>	<i>102,7</i>	<i>149,87</i>	<i>130,95</i>	<i>224,85</i>	<i>192,08</i>
<i>BRVM Composite</i>	<i>87,61</i>	<i>112,68</i>	<i>112,65</i>	<i>199,45</i>	<i>178,17</i>
Nombre de sociétés cotées	39	39	40	38	38
Nombre de lignes obligataires	16	18	18	27	29

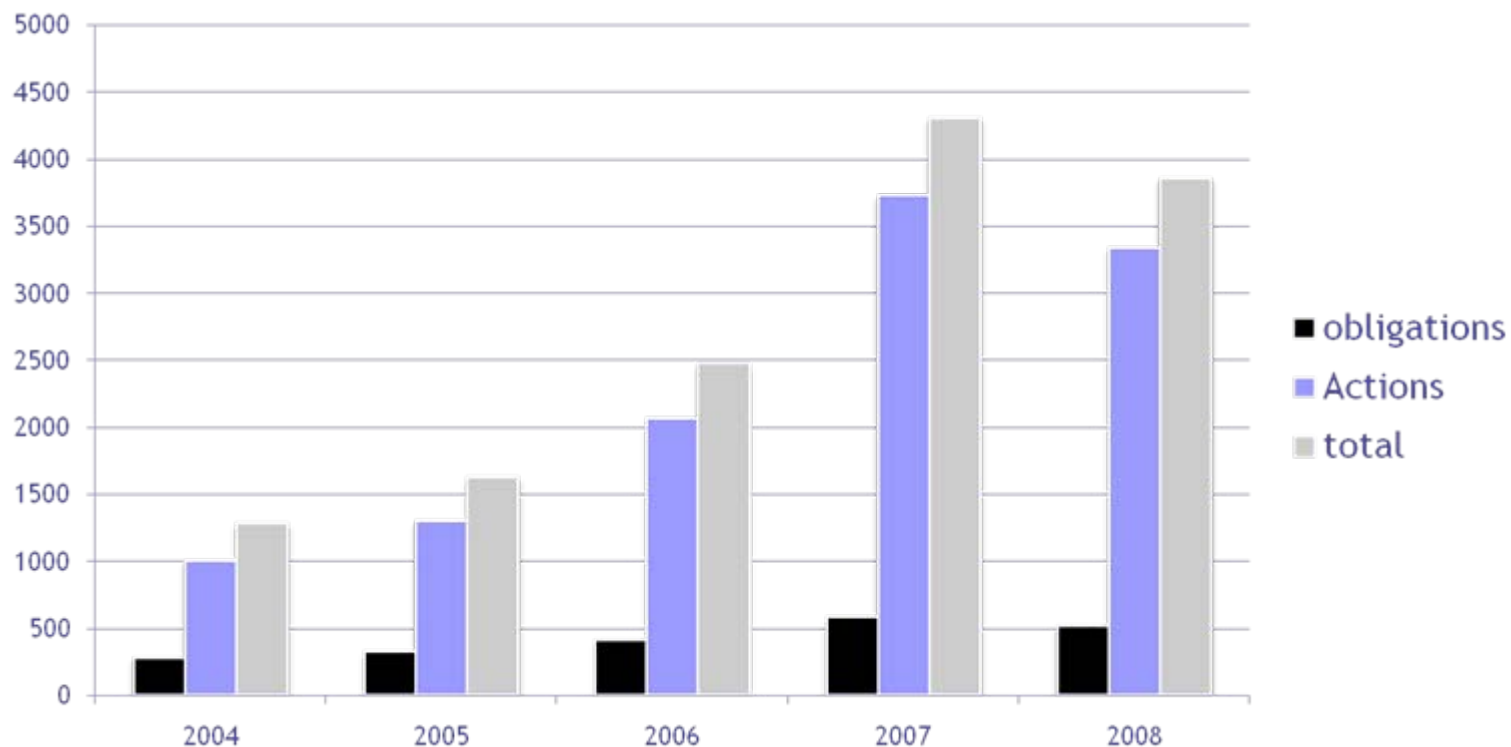
Evolution du marché secondaire

Évolution de la capitalisation boursière de 2004 à 2008



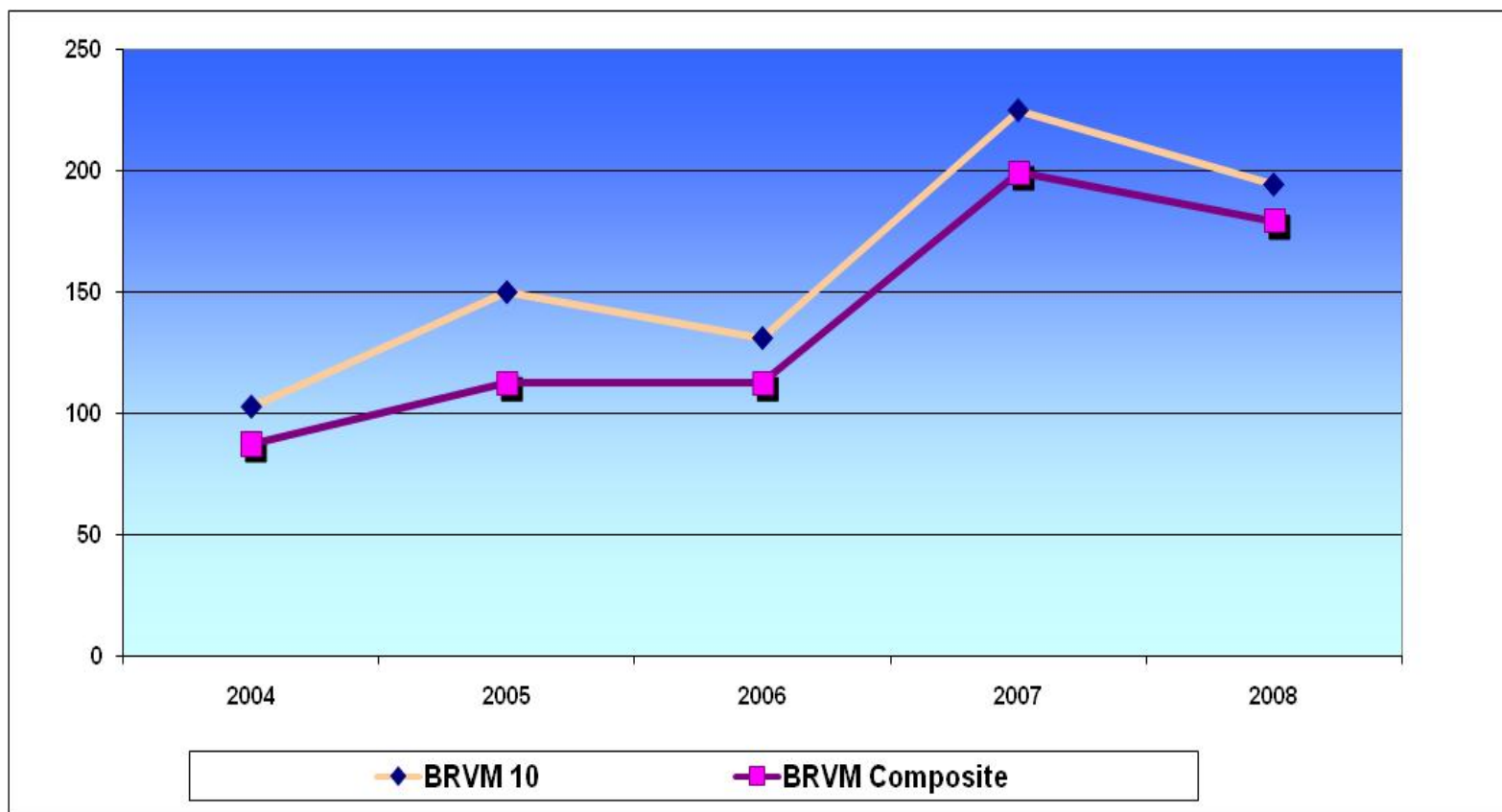
Evolution du marché secondaire

Évolution de la capitalisation boursière (2004 - 2008)



Evolution du marché secondaire

Evolution des Indices de la BRVM (2004 -2008)



Evolution du Marché Financier Régional

Analyse de l'évolution des indices et de la capitalisation

- Sur la période 2004-2007 :
 - l'indice BRVM 10 a gagné plus de 120 points affichant 224,85 points au 31 décembre 2007
 - le BRVM Composite a connu une évolution similaire s'établissant à 199,45 points à fin 2007
- En 2008, repli des deux indices de référence par rapport à 2007 :
 - BRVM 10 : baisse de 14,57 % à 192,08
 - BRVM Composite : baisse de 10,67 % à 178,17 points
- Au 31 août 2009, poursuite du repli des deux indices de référence par rapport au 02 janvier 2009 :
 - BRVM 10 : baisse de 23,58 % à 146,78 points
 - BRVM Composite : baisse de 22,7 % à 137,78 points

Evolution du marché secondaire

Analyse de l'évolution de l'activité de la BRVM

- Sur la période 2004-2007 le volume et la valeur des transactions sur la BRVM affichaient une tendance haussière :
 - Volumes en 2007 : ils ont atteint 3,2 fois le niveau de 2004 (3 025 millions)
 - Valeur des transactions en 2007 : 1,8 fois le niveau de 2004 (37,2 milliards)
- Amélioration significative, en 2008, du volume et de la valeur globale des transactions sur la BRVM :
 - Volumes en forte hausse : 3,6 fois le niveau de 2007 (de 9,71 millions à 35,47 millions au 31/12/2008)
 - Valeur globale des transactions : 1,3 fois le niveau de 2007 (de 68,2 milliards à 158,43 milliards de FCFA au 31 décembre 2008)

Evolution du Marché Financier Régional

Analyse de de l'évolution des indices et de la capitalisation

- Capitalisation boursière : après quatre années de croissance significative, passant de 1 279 milliards de FCFA en 2004 à 4 303 milliards de FCFA en 2007, elle affiche une baisse de 10,5 % à 3 851 milliards de FCFA au 31 décembre 2008.
- Au 31 août 2009, la capitalisation boursière se situe à 3 350 milliards de FCFA et est en baisse de 13 % par rapport à son niveau au 31 décembre 2008.
- Sur les 5 dernières années, la capitalisation du BRVM 10 (10 valeurs les plus actives) a représenté en moyenne 70 % de la capitalisation du marché actions.

Evolution du Marché Financier Régional

Analyse de l'évolution de l'activité de la BRVM

- Au 31 août 2009 :
 - Le marché des actions a enregistré 19,91 millions actions transigées pour une valeur de 47,24 milliards de FCFA, soit un volume et une valeur moyens par séance de cotation respectivement de 120 695 titres et de 286 309 millions de FCFA.
 - Le marché obligataire a enregistré 0,88 millions obligations transigées pour une valeur de 8,05 milliards de FCFA.

Evolution du Marché Financier Régional

- Comme au niveau mondial, les principaux indicateurs du marché financier de l'UMOA ont enregistré une tendance globalement baissière en 2008.

Le secteur le plus touché est l'agro-industrie.

- A fin août 2009 et contrairement à certaines places financières, le marché financier de l'UMOA n'a pas encore enregistré une véritable progression de ses indices probablement du fait des anticipations des répercussions économiques de la crise financière internationale sur les pays de l'Union.



Réformes en cours et Perspectives



Principales réformes et résultats attendus

Principales réformes et résultats attendus

Revue générale des textes de base du marché financier régional

Démarrée en 2007, avec pour objectif de mettre la réglementation actuelle au même niveau d'exigences que les normes internationales, cette réforme apporte les principales innovations ou améliorations suivantes aux textes actuels :

- l'institution d'agrément provisoire en vue de soumettre certains acteurs à une période probatoire ;
- la reconfiguration des catégories d'acteurs afin de clarifier leurs attributions et d'assurer leur pérennité ;
- le pouvoir de prendre des mesures conservatoires qui est désormais reconnu au CREPMF : ce qui optimise son action ;
- les dispenses qu'il peut accorder lorsqu'il n'est pas porté atteinte au bon fonctionnement du marché ;
- la publication nécessaire à l'opposabilité des textes.

Le processus d'adoption des textes par les Autorités de l'Union devra être mené à son terme en décembre 2009.

Principales réformes et résultats attendus

Règles Comptables Spécifiques

Il s'agit de la mise en place d'un cadre comptable spécifique aux intervenants de marché. Il a pour but d'unifier les méthodes et les pratiques comptables des acteurs du MFR.

- ❑ Le cadre comptable a été adopté en Conseil des Ministres en juin 2006 et un guide d'application desdites règles a été élaboré en 2007.
- ❑ La mise en vigueur des nouvelles règles comptables spécifiques applicables aux intervenants du marché est effective depuis le 1^{er} janvier 2008.

Principales réformes et résultats attendus

Mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation

Il s'agit de la mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation afin d'offrir des moyens de financements alternatifs aux acteurs du marché.

□ Cinq études ont été identifiées par la BCEAO, le CREPMF et la BOAD dans le cadre de la mise en place du marché hypothécaire et la titrisation au sein de l'Union

□ L'étude sur le cadre juridique approprié au marché hypothécaire et de la titrisation de l'UEMOA a été confiée au CREPMF qui a mandaté le cabinet ORRICK pour sa réalisation.

□ Le Consultant a élaboré des projets de texte nécessaires à la mise en place du marché hypothécaire et de la titrisation, à savoir le projet de règlement relatif à la titrisation et celui portant sur les obligations sécurisées.

Principales réformes et résultats attendus

Mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation

- ❑ Les recommandations de l'étude ont fait l'objet d'un séminaire de validation le 10 juillet 2008 à Lomé (TOGO)
- ❑ Les conclusions de l'étude ont été approuvées par le Conseil Régional en septembre 2008. Les textes y relatifs seront soumis au Conseil des Ministres de l'UMOA en 2009 pour adoption.

Principales réformes et résultats attendus

Mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation

□ S'agissant des études sur le potentiel du marché et son architecture, la BOAD a mandaté le consortium MAZARS - BMCE Capital - MAGHREB TITRISATION pour leur réalisation. Ces études ont permis de conclure :

❖ que le potentiel des actifs éligibles à la titrisation, dans l'UEMOA, est évalué à 17 283 milliards FCFA en 2007 dont 363 milliards FCFA de créances hypothécaires. La titrisation constitue un bon instrument de financement et de refinancement dont l'utilisation dans un cadre réglementaire sécurisant pourrait apporter une contribution significative à l'approfondissement du marché financier régional.

Principales réformes et résultats attendus

Mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation

- ❖ la nécessité de l'adoption d'une architecture ouverte facilitant la coexistence des trois instruments de refinancement proposés, à savoir la titrisation, les obligations sécurisées et la caisse de refinancement hypothécaire en vue d'offrir une gamme complète d'instruments financiers ;
- ❖ la nécessité d'une reconnaissance de la spécificité de la réglementation bancaire et des marchés financiers en vue de prendre en compte les éventuels conflits de normes avec les dispositions de l'OHADA ;
- ❖ la nécessité d'approfondir les réformes foncières au niveau de chaque Etat membre et d'accélérer le processus d'harmonisation au niveau communautaire des législations et des pratiques dans ce domaine.

Principales réformes et résultats attendus

Mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation

- Un séminaire de validation des conclusions des dites études s'est déroulé du 9 au 10 juillet 2009 à Lomé.
- Les 2 autres études relatives aux mesures d'accompagnement et à l'harmonisation de la législation foncière au sein de l'UMOA sont prévues dans les prochains mois.

Principales réformes et résultats attendus

Réforme des garanties et introduction de la notation

Il s'agit d'une part, d'assouplir les exigences de garantie lors des émissions d'emprunts obligataires et d'autre part d'introduire de façon corrélative la notation sur le marché, afin de le rendre attractif, compétitif et sûr.

- ❑ Un séminaire de validation des conclusions de l'étude sur la réforme des garanties démarrée le 16 janvier 2008, a été organisé le 08 juillet 2008 à Lomé (TOGO).
- ❑ Le rapport final provisoire relatif à cette étude a été approuvé par le Conseil Régional en septembre 2008.
- ❑ Les textes réglementaires qui en découlent sont en cours d'élaboration en vue d'une adoption par le Conseil Régional courant dernier trimestre 2009.

Principales réformes et résultats attendus

Revue de la tarification

Il s'agit d'une réforme visant la mise en place d'une tarification standard et harmonisée sur le marché financier régional, afin de le rendre plus attractif et compétitif.

- L'étude démarrera en novembre 2009.
- Les conclusions sont attendues début 2010.
- Les réformes réglementaires y afférentes seront adoptées courant 2010.

Autres réformes

Autres réformes

Harmonisation de la fiscalité des valeurs mobilières et adoption de mesures fiscales incitatives

- La réalisation de cette étude entre dans le cadre de la modernisation du dispositif fiscal communautaire en vue d'une dynamisation du marché financier. Il s'agit :
 - ❖ d'éliminer les distorsions nées du traitement fiscal différent des valeurs mobilières d'un Etat de l'Union à un autre ;
 - ❖ de mettre en place un cadre fiscal incitatif.
- Ce chantier majeur et d'une importance particulière a été confié à la Commission de l'UEMOA qui a mandaté le cabinet Aziz DIEYE.
- Un séminaire de validation des conclusions de l'étude a été organisé du 31 mars au 03 avril 2009 à Lomé (TOGO).
- La Directive retenue au titre de cette réforme est en cours de finalisation par la Commission de l'UEMOA et le CREPMF.

Autres réformes

Création d'un compartiment des PME/PMI

Il s'agit de la mise en place d'un mécanisme permettant aux entreprises en phase de développement ou à fort potentiel de pouvoir bénéficier des avantages du MFR.

- La création, sur le marché financier régional, d'un compartiment dédié aux PME/PMI a été identifiée, depuis quelques années, comme un axe majeur de dynamisation du marché et d'alimentation de la cote.
- La nécessité d'un tel compartiment a été réaffirmé dans le cadre de la mise en place d'une Commission mandatée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA en vue de réfléchir au financement des économies de l'Union.

Autres réformes et résultats attendus

Travaux de relecture du Code CIMA

- ❑ Après la tenue en juillet 2007, à Yaoundé, des Etats Généraux de l'Assurance-Vie, un Comité de relecture du Code CIMA a été mis en place pour faire, entre autres, des propositions de modifications dudit Code aux Autorités de la Zone CIMA.
- ❑ Le Conseil Régional est associé à ces travaux, notamment aux réflexions visant à faciliter la participation des Compagnies d'Assurances aux opérations du marché financier.
- ❑ Ces travaux ont déjà abouti à la prise en compte des bons du Trésor, des OPCVM dans le catalogue de placement des Compagnies d'Assurances.
- ❑ Les réflexions se poursuivent sur les autres catégories d'actifs en liaison avec les réformes en cours sur le marché financier régional.



Perspectives

Perspectives

Au cours des prochaines années le Conseil Régional poursuivra :

- le renforcement du cadre réglementaire,
- la mise en place d'une régulation appropriée pour les nouveaux produits,
- le renforcement de la surveillance des acteurs du marché,
- l'amélioration des procédures internes en vue d'accélérer les demandes d'autorisation,
- la mise en place de mécanismes permettant d'accroître l'offre et la demande des titres ainsi que la liquidité du marché,

Perspectives

- le renforcement de la sécurité de l'épargne par la mise en place d'un Fonds de Protection des Epargnants,
- le contrôle sur place des intervenants du marché à raison d'un contrôle par année à partir de 2012,
- le renforcement des contrôles sur pièces,
- le renforcement de la surveillance du marché secondaire par la mise en place à partir de 2011 d'un logiciel approprié,
- la poursuite du renforcement du contrôle et de la diffusion de l'information financière à travers un système électronique sécurisé.

Conclusion

- Les réformes engagées sur le MFR contribueront à terme à sa dynamisation et à son approfondissement.
- Les perspectives annoncées permettront au MFR de se rapprocher des standards internationaux et de faire son entrée progressive dans le concert des marchés financiers émergents à partir de 2011.
- Au total, ces réformes et perspectives visent à faire du MFR un véritable instrument de financement des investissements au sein de notre Union en vue de son développement.

MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION